

## La compétitivité de l'économie algérienne : réalité et perspectives

Pr. Ahmed Touil

[ahtouil@yahoo.fr](mailto:ahtouil@yahoo.fr)

Université de Tlemcen

Mlle. Choukria Didouh

Université de Tlemcen

### Résumé :

A de très rares exceptions près – Cuba, Corée du Nord- l'ouverture des économies au commerce extérieur et par-delà à la concurrence internationale est un fait accompli : globalisation oblige. Le phénomène est général à tout type d'économie développée ou non (Henri-F. Henner 1997). Cette ouverture conduit nécessairement, dans le contexte d'une concurrence rendue plus accentuée, à la recherche de la consolidation d'avantage supposé ou réel. Ainsi la compétitivité, déclinée dans tous ses sens et dimensions : produit, ville, territoire... et traduite en termes d'attractivité, devient le critère primordial et l'instrument privilégié de toute politique ou stratégie de positionnement économique et en particulier commercial vis-à-vis des concurrents/partenaires étrangers. La compétitivité d'un territoire est liée à son attractivité et donc à sa faculté à attirer sur son sol des activités mais aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration du bien-être de sa population (Jean-Louis MUCHIELLI). Krugman (2000) s'en prend aux personnes qui considèrent la notion de compétitivité dans les seuls termes d'une guerre commerciale entre les pays.

Ces mutations dans l'économie mondiale à cause de la globalisation nous conduisent vers la question suivante : est-ce que notre économie est compétitive ? Si oui comment se traduit-elle, quel produit, hors hydrocarbures bien entendu, peut lui procurer un avantage compétitif ? Ou encore par ailleurs est-ce que notre territoire est attractif ? Puisque le premier effet de la mondialisation est la mise en concurrence directe des appareils productifs des différentes nations.

Ces à ce questionnement que se propose de répondre notre communication. Celle-ci se concentre sur la structure des exportations, et les facteurs de sa dynamique, et tente d'en percevoir, afin de l'évaluer, la compétitivité extérieure de l'économie algérienne. Dans ce cas l'étude comparative, par rapport aux économies en développement, constitue le fond de l'approche.

### Mots clés :

Compétitivité - exportations- globalisation- structure- analyse -évaluation.

### Introduction :

La mondialisation de l'économie et le développement d'une concurrence internationale très vive, contraignent les entreprises à améliorer en permanence leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Leur performance individuelle ne peut toutefois

pas être totalement dissociée de l'environnement dans lequel se déploie leur activité, la compétitivité des firmes étant liée à celle des nations.

La compétitivité est devenue l'un des arguments majeurs sinon l'argument principal des politiques économiques et des négociations multilatérales. Pour les Pays en Développement, l'exemple des pays d'Asie de l'Est et du Sud-est a permis d'établir un lien direct entre croissance économique, industrialisation, et performances commerciales (en termes de gains de parts de marche) sur les marchés intérieurs et surtout sur le marché mondial.

### **I. définitions du concept de compétitivité d'une nation :**

Aussi bien dans sa définition que dans son analyse, le concept de compétitivité est sujet à des interprétations divergentes et même contradictoires. Plusieurs définitions puisées dans la littérature sont données à la compétitivité dont voici les principales.

CEPII (1999)<sup>i</sup>, pour qui « a court terme, la compétitivité d'une industrie nationale donnée se mesure par l'accroissement de ses parts de marche dans le monde, qui résulte a la fois de la conjoncture dans les pays partenaires les plus proches et de sa compétitivité-prix » La notion de part de marche permet de comparer un secteur par rapport a un autre. Debonneuil M. Fontagne L. (2003)<sup>ii</sup> estiment que « la compétitivité d'une nation est sa capacité à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et a leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale ».

La compétitivité d'un territoire est liée à son attractivité et donc à sa faculté à attirer sur son solde activités mais aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration du bien être de sa population. Le territoire est déterminé par son espace, sa localisation, sa densité, etc. Au sein d'un pays, un territoire pourra être compétitif ou pas selon les caractéristiques de sa géographique économique et humaine<sup>iii</sup>.

Pour le Forum Économique Mondial (WEF)<sup>iv</sup>, la compétitivité est l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent à terme le niveau de productivité, et donc le niveau de vie, d'un pays.

D'après les définitions précédentes, la compétitivité d'un pays retiennent deux approches : la croissance de la productivité et la performance commerciale. En effet, la productivité est la quantité produite par unité de facteur. Elle peut être calculée pour un facteur ou pour l'ensemble des facteurs (productivité totale des facteurs).

La croissance de la productivité totale des facteurs est intimement associée à l'augmentation du revenu per capita. Cette augmentation peut provenir entre autres d'innovations technologiques, d'amélioration en capital humain ou en stock de connaissance. La croissance de la productivité totale des facteurs et celle du revenu per capita sont souvent les indicateurs les plus courants pour évaluer le succès économique d'un pays. Une hausse de la productivité induira une amélioration de la compétitivité – prix, si la répartition de gain de productivité permet de réduire le prix de revient. Par exemple dans le secteur agricole, la productivité peut permettre d'accroître la

compétitivité-volume car elle génère un accroissement des revenus des producteurs même sans hausse des prix à la production.

En matière de performance commerciale, les mesures utilisées sont relatives au changement de la structure des exportations vers des produits ayant un contenu technologique plus élevé ou une plus grande valeur ajoutée, ainsi que la croissance dans le quota des marchés internationaux.

## II. LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE D'UN POINT DE VUE INTERNE :

Par interne il est signifié comment est appréhendée la compétitivité de l'économie algérienne par ces indicateurs économiques de l'économie nationale pour lui permettre d'être élue par les investisseurs étrangers par exemple tels le niveau de la productivité du travail, le niveau des imposition fiscale, le prix du foncier,...

### 1- L'évolution de la productivité dans l'économie algérienne :

L'analyse et la quantification de l'emploi s'opère à partir de la contribution, ou valeur ajoutée, de chaque branche économique à la dynamique de la production ou activité générale (en terme de croissance du PIB)<sup>v</sup>.

La productivité du travail est une productivité horaire estimée sur la base d'un volume horaire hebdomadaire de 44 heures par travailleurs pendant 44 semaines effectivement travaillées dans l'année ce qui donne  $44 \times 44 = 1936$  heures annuelles par travailleur soit environ 1900 heures pour les commodités de calcul<sup>vi</sup>. Ce dernier confère le tableau suivant :

**Tableau n°01 : L'évolution de la productivité sectorielle en Algérie 1996-2009**

Année	Emploi Total (%)	Emploi If(%)	Pro. If	Pro.S
1996	-	-0,03	1.67	3,60
1997	0.02	-0,03	1.78	3,57
1998	0.18	0,01	1.88	2,71
1999	0.03	0,00	1.80	2,46
2000	0,01	0,01	1.97	2,72
2001	0.05	0,42	2.50	2,04
2002	0.13	-0,72	4.46	1,62
2003	-0.10	0,38	3.01	2,28
2004	0.14	0,24	2.67	2,29
2005	0,03	0,00	2,86	2,48
2006	0.09	0,16	2,58	2,60
2007	-0.03	-0,23	3,55	2,82
2008	0.06	0,10	3,71	3,03
2009	0.03	0,04	3.53	3,28

Emploi If : emploi dans l'industrie manufacturière

A : agriculture. ; VA : valeur ajoutée ; Pro : productivité ; S : service.

Source : les calculs sont faits à partir des données de L'ONS

Le tableau précédent montre que la productivité dans les différents secteurs est décroissante et non stable. D'autre part, l'emploi industriel a diminué en 1996, 1997, 2002, et 2007, ce qui reflète la nature de l'emploi qui a une tendance temporaire. Plus l'emploi industriel chute plus l'emploi tend à être temporaire et précaire.

L'ONS, lance que le taux de chômage a diminué, 23% en 1993, 17.7% en 2004, 15.3% en 2005, et 10% en 2010. D'après, une enquête faite par le FMI, le travail à domicile, qui comprend le service militaire et les emplois intermittents, s'est accru considérablement, surtout en 2004 avec une hausse de 34%. Sans cette augmentation du travail à domicile en 2004 et en 2005, le taux de chômage aurait atteint environ 22% en 2004 et 21% en 2005 (FMI, 2005)<sup>vii</sup>. Ce qui reflète la faiblesse du secteur d'industries algérienne.

**Tableau n°02 : Le rôle du PIBhh dans le financement de l'ABFF en Algérie 1996-2009**

année	$\Delta ABFF/\Delta PIBHH$	Xhh/Mep	ABFF/PIBHH
1996	-0,31	0,09	0,51
1997	-1,24	0,11	0,47
1998	1,13	0,07	0,50
1999	-0,45	0,08	0,46
2000	-0,08	0,15	0,34
2001	0,39	0,11	0,35
2002	0,72	0,09	0,37
2003	0,40	0,10	0,37
2004	0,46	0,07	0,39
2005	0,99	0,14	0,41
2006	0,82	0,13	0,45
2007	0,60	0,13	0,47
2008	0,64	0,12	0,50
2009	0,24	0,07	0,49

ABFF : ou investissement brut, qui représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pendant une année. Mep : les importations des biens d'équipements.

**Source :** les calculs sont faits d'après les données de l'ONS et le FMI

Les résultats, dans le tableau 2, nous donnent une idée sur la participation du PIBhh dans l'investissement brut, de 1996 au 2000 la contribution du PIBhh dans l'investissement apparait insuffisante. La croissance du PIB du secteur industriel hors

hydrocarbures et agricole est fragile du fait qu'elle soit toujours financé par les fluctuations des cours mondiaux de pétrole, l'agriculture, en absence d'une modernisation des moyens d'exploitations reste dépendante du niveau pluviométrique. Selon la banque mondiale(2003), l'investissement privé, de son coté, demeure faible du fait que le programme des réformes structurelles reste inachevé et qu'un environnement propice aux affaires n'a pas encore été mis en place. La CNUCED (2003) avance que l'Agence Nationale du Développement de l'Investissement ne dispose pas des matériaux nécessaires aux activités de promotion.

Toujours d'après le tableau précédent, l'efficience des exportations hors hydrocarbures sur les importations des équipements soit pour l'industrie ou l'agriculture est volatile et non stable avec un faible impact.

Après l'an 2000, les calculs montrent qu'il ya une amélioration dans ( $\Delta ABFF/\Delta PIBHH$ ) ce qui signifie qu'il ya une autre source, hors les hydrocarbures, participe dans le financement de l'investissement, notre question est la suivante : est ce que cela est dû aux importations des biens d'équipements, ou bien l'économie algérienne est entrain de connaître un secteur productif qui peut financer l'investissement ?

**Tableau n° 03 :L'évolution de la productivité dans l'agriculture et le BTP en Algérie 1998-2009**

année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
$\Delta ABFF/\Delta PIBHH$	/	-0.45	-0.07	0.39	0.72	0.40	0.46	0.98	0.81	0.60	0.64	0.23
$\Delta Mep$	/	2	-2	4	10	5	37	-21	20	17	50	0
<b>Pro. A</b>	/	2.24	2.04	2.14	2.07	2.48	2.62	3.06	2.89	4.57	4.63	5.49
<b>Pro. BTP</b>	/	3.58	3.10	2.72	2.84	3.41	3.46	3.02	3.52	3.65	4.50	4.30

**Source:** les calculs sont faits d'après les données de l'ONS, le FMI, le Ministère du Commerce Extérieur

Le tableau n°03 montre que la productivité dans le secteur d'agriculture et BTP est plus élevée et croissante, à l'inverse des autres secteurs dont la productivité est décroissante. Le tableau n°03 montre que  $\Delta Mep$ , après l'an 2000, est croissante mais après 2004 elle est décroissante, alors que la productivité dans les deux secteurs a conservé ses ratios élevés et croissants, ce qui nous mène à considérer ces secteurs

comme des secteurs rentables, à cause des programmes lancés par le gouvernement, mais cette augmentation reste insuffisante.

## **2-L'impact de l'ouverture sur la compétitivité de l'économie algérienne :**

Les théories de la croissance endogène (Romer, 1986, Grossman et Helpman, 1991) ont mis en évidence l'existence des gains dynamiques, liés en particulier aux économies d'échelle (hypothèse de rendements croissants) et à la diffusion du progrès technique favorisée par le commerce (Fontagné et Guérin, 1997). Cependant, ces gains ne pas garantis et des modèles inspirés de ces nouvelles théories montrent que l'ouverture peut pousser les pays concernés vers une spécialisation dans des secteurs peu dynamiques avec au total un impact négatif sur la croissance (Rodriguez et Rodrick, 2000)<sup>viii</sup>.

D'après une étude faite sur l'incidence sur les tendances de la spécialisation des activités en Europe (2003)<sup>ix</sup> montre que l'indice de spécialisation de Krugman<sup>x</sup> (1999) pour l'Algérie est 1.832, 1.862, 1.862, 1.826 durant la période 1987-1999, la très forte spécialisation de l'Algérie est due à ses exportations de pétrole et de gaz<sup>xi</sup>, tandis que l'indice de similarité de Finger (1999)<sup>xii</sup> est très faible en raison de la part importante de leurs exportations de biens intensifs en ressources, en particulier pétrolières.

Dans cette partie, on va analyser l'impact de l'ouverture commerciale sur l'économie algérienne, et son impact sur la croissance économique.

### **2-1 : La performance commerciale en Algérie :**

Le tableau suivant présente l'évolution des paramètres du commerce extérieur, elle s'est caractérisée en général par une faiblesse dans leurs niveaux. Le taux d'ouverture (export+imports/PIB) durant la période 1992-2010, à l'inverse si on calcule ce taux par rapport au PIB hh (export hh+imports/PIB hh) le ratio est plus faible ce qui montre que la rente pétrolière marginalise toutes les autres sources de revenus de l'économie. L'économie tunisienne a enregistré des taux d'ouverture plus élevés 42.7% en 1994 et 52.3% en 2007, malgré que cet un pays qui ne possède pas des rentes pétrolières.

Ainsi, la comparaison entre, le taux d'effort à l'exportation, qui mesure la part des exportations dans le PIB, et le taux d'effort à l'exportation hors hydrocarbure, qui mesure la part des exportations hors hydrocarbures dans le PIB hh, montre que le deuxième taux est très faible il n'a pas dépassé les 2% durant toute la période d'étude. La faiblesse de ces ratios est le résultat de la faiblesse dans la productivité de l'agriculture par rapport au reste de l'économie, la valeur ajoutée dans le secteur d'agriculture a augmenté par 23.16 %, dans l'industrie hors hydrocarbure a augmenté par 9.34 % seulement entre 2008-2009, (ONS, 2009). Cette situation montre que la rente pétrolière devient un obstacle face aux autres secteurs productifs.

Le taux de couverture qui est le rapport entre les exportations et les importations, a enregistré des taux plus que 1 car les prix du pétrole se maintiennent à des niveaux record durant la période d'étude.

Cela se traduit par une dépendance économique quasi totale vis-à-vis des ressources énergétiques. L'importance de la rente pétrolière marginalise ainsi toutes les autres sources de revenus de l'économie. L'économie algérienne devient tributaires des fluctuations de prix ou de volume sur le marché pétrolier. Cette volatilité complique la gestion de la rente et des budgets d'Etat Algérienne et entraîne des conséquences très lourdes sur l'économie.

**Tableau n°04 : Evolution de certain indicateurs  
(en % de PIB et PIB hh)1992-2009**

année	effort à l'exportation	Taux de couverture	ratio d'ouverture	Effort à exportation hh	ratio d'ouverture hh	taux de dépendance
1992	0,25	1,06	0,49	0.007	0,31	0,25
1993	0,22	0,94	0,45	0.007	0,37	0,24
1994	0,23	0,86	0,49	0.009	0,55	0,24
1995	0,26	0,90	0,55	0.024	0,59	0,23
1996	0,30	1,24	0,54	0.025	0,51	0,26
1997	0,31	1,45	0,52	0.021	0,46	0,29
1998	0,23	1,00	0,45	0.016	0,45	0,24
1999	0,27	1,13	0,50	0.018	0,46	0,21
2000	0,41	1,93	0,63	0.019	0,37	0,23
2001	0,36	1,68	0,58	0.011	0,34	0,24
2002	0,35	1,38	0,60	0.011	0,39	0,21
2003	0,38	1,60	0,62	0.012	0,38	0,22
2004	0,40	1,56	0,66	0.014	0,43	0,25
2005	0,48	2,40	0,68	0.016	0,38	0,24
2006	0,49	2,65	0,67	0.019	0,38	0,26
2007	0,47	2,29	0,67	0.018	0,39	0,20
2008	0,46	2,00	0,69	0.022	0,46	0,18
2009	0,40	1,45	0,68	0.011	0,42	0,20

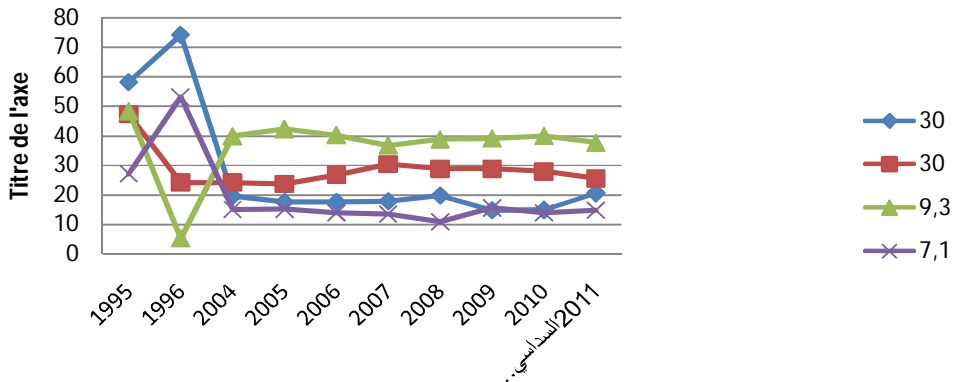
**Source:** les calculs sont faits à partir des données de l'ONS, FMI, le Ministère du Commerce Extérieur.

### 2-2 : la dépendance vis-à-vis l'étranger :

L'Algérie est pénalisée par sa forte dépendance alimentaire vis-à-vis l'étranger, durant la période coloniale, l'agriculture représente le principe poste à l'exportation. Après l'indépendance, l'Algérie s'endette pour l'importation des produits alimentaires, et subventionne le pain d'une population de plus en plus jeune, de plus en plus nombreuse et concentrée dans les grandes villes. Au début des années 2000, l'Algérie est le premier

importateur de blé dur au monde. L'huile et le sucre sont importés à 100%, les produits laitiers à 60%<sup>xiii</sup>. Le faible niveau de productivité (avec par exemple pour le blé 794 kg/ha, contre 6 674 kg/ha en France) condamne la balance agricole à déficit constant. Malgré ses efforts de densification des terres arables.

**Graphique n°1: l'évolution des importations algériennes 1994-2011 ( 1<sup>er</sup> semestre) (%).**



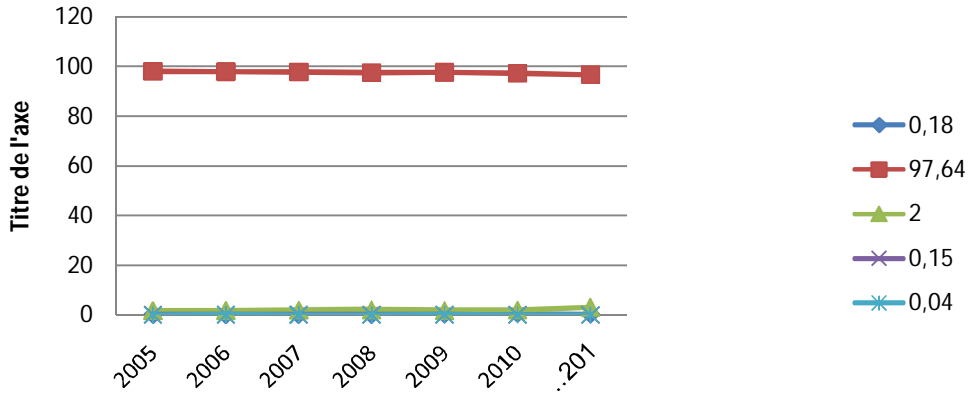
L'Algérie a importé pour 7.02 Md \$ de produits alimentaires durant les onze premiers mois de 2008 contre 4.37 Md \$ à la même période en 2007, soit une augmentation de 60.45% d'après le rapport du centre national de l'informatique et des statistiques des douanes(CNIS)<sup>xiv</sup>. Dans la même année la banque mondiale publie dans son rapport que « la position extérieure de l'Algérie a continué de s'améliorer en 2007, grâce à l'accroissement des exportations d'hydrocarbures. Bien que les importations, surtout celles des biens de consommation et des capitaux, aient augmenté en 2007, elles ont été plus que compensées par le fort accroissement des recettes d'exportation. L'excédent des paiements courants s'est maintenu à des niveaux élevés, atteignant 30.8 milliards de dollars en 2007. Les réserves de change brutes ont continué à augmenter pour atteindre 110 milliards de dollars, soit plus de trois ans de couverture des importations à la fin du mois de décembre 2007 et ont atteint 133 milliards de dollars à la fin du mois de juin 2008 » (La banque mondiale, 2008)<sup>xv</sup>.

D'après la graphique 2, il est clair que les exportations hors hydrocarbures restent marginales ne dépassant pas les 2% dans l'ensemble des exportations durant toute la période. Cette situation montre que l'Algérie ne possède pas un marché international hors les hydrocarbures car la structure des importations montre que les équipements pour l'agriculture et l'industrie ne dépasse pas les 40%(ONS), pourtant l'avantage du



commerce extérieur, à travers les importations des biens de production et des consommations intermédiaires, est de tirer le progrès technologique, ce qui traduit la cause dont la production manufacturée ne décolle pas en Algérie.

**Graphique n°03: L'évolution des exportations algérienne  
2004-2001 1èr semestre**



D'après Les résultats précédentes, il est claire que l'économie algérienne est une économie ferme, dépendante vis-à-vis l'étranger, et ne possède pas un produit ou un service compétitive dans le marché international hors le secteur des hydrocarbures qui n'a pas des avantages comparatifs.

Les résultats précédents confirment l'idée que l'économie nationale est étroitement liée au monde extérieur. Cette corrélation peut être expliquée par plusieurs facteurs :

- ✓ L'absence d'un secteur privé fort est capable de produire des biens compétitifs de haute qualité par rapport aux importations. L'Algérie au 126<sup>ème</sup> rang dans les sources d'innovation en Afrique et 113<sup>ème</sup> rang dans l'innovation, le rapport sur la compétitivité en Afrique<sup>xvi</sup>.
- ✓ Faiblesse de l'épargne intérieure, ce qui nécessite une ouverture aux IDE.
- ✓ l'investisseur étranger qui peut apporter la technologie de pointe.

### **III. LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE SELON LE MONDE EXTERIEUR**

Le rapport sur la compétitivité en Afrique(2009), l'indice de compétitivité mondiale classe l'Algérie en 99<sup>ème</sup> place après la Tunisie 36<sup>ème</sup> place et le Maroc 73<sup>ème</sup> place en 2008, après avoir la 81<sup>ème</sup> place en 2007 pour l'Algérie avec un recul de 18 places et

c'est le pays d'Afrique du nord qui affiche les plus faibles performances. Malgré une croissance économique vigoureuse, qui a atteint, en moyenne, 4.8 % par an sur 2003-2007 et une certaine stabilité macro économique, les entreprises jugent l'environnement local plus difficile aujourd'hui que ces dernières années, surtout en ce qui concerne les institutions publiques, les entités privées et la capacité d'innovation.

Le rapport du Forum Economique de Davos<sup>xvii</sup> sur les facilités du commerce extérieur baptisé : « The Global Enabling Trade Report », classe L'Algérie dans les dernières places, après la Tunisie et le Maroc. La Tunisie au 41ème rang mondial sur 121 pays, gagnant ainsi 8 places par rapport à l'année 2008 (49ème sur 118 pays).

A travers ce rapport, la Tunisie occupe la 1ère place en Afrique et au Maghreb et la 6ème place arabe. Elle devance aussi plusieurs pays européens tel que l'Italie (45ème), la Grèce (47ème), la Turquie (48ème), la Roumanie (54ème) et la Pologne (57ème).

Le rapport en question évalue le degré d'intégration d'une économie dans le commerce international. Quatre facteurs ou sous indicateurs sont utilisés pour analyser le degré d'ouverture du pays aux échanges commerciaux à savoir : l'accès au marché, l'administration douanière, l'infrastructure de transport et de communication et l'environnement commercial. Un des indicateurs ou la Tunisie devance plusieurs pays est celui de l'administration à la frontière dans lequel elle obtient la 32ème place sur 121 pays avec un score de 4.7.

**Tableau n°05<sup>xviii</sup> : Classement selon les critères de l'indice de facilitation du commerce**

	Tunisie	Maroc	Égypte	Algérie	Roumanie
Administration à la frontière	32	51	65	88	44
Efficacité de l'administration des douanes	30	40	77	105	42
Efficacité des procédures import export	39	56	38	88	45
Transparence à l'administration de la frontière	37	62	91	74	54

Source: [www.lexpertjournal.com](http://www.lexpertjournal.com)

Tableau n°06 : évolution

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
IDE (10 <sup>6</sup> ) dollars	438	1 196	1 065	634	882		1 760	1 336		
Salaires (10 <sup>6</sup> dinars)	479	517	559	594	680	729	787	909	1016	1 128
PIB/ TRAVAILL EUR(%)	0.64	0.67	0.62	0.70	0.71	0.86	0.88	1.00	1.09	0.93
RNB/ HABITANT (%)	0.4853	0.5538	0.5645	0.5244	0.6056	0.6452	0.7034	0.7332	0.6427	0.6190

Source : les calculs sont faits à partir des données de l'ONS, FMI, BM.

### Bibliographie

CEPII, la compétitivité des nations 1999.

Lichèle Debonneuil et Lionel Fontagne « compétitivité », rapport du conseil d'Analyse Economique, 2003.

Lean-Louis MUCHIELLI, « la compétitivité : définitions, indicateurs et déterminants »

La compétitivité des nations selon le Forum Économique Mondial - Rapport 2010/2011

Ahmed touil « Eléments d'analyse de l'impact de la libéralisation commerciale sur la dynamique de l'emploi : le cas algérien », les cahiers du MECAS, 2007.

Ahmed touil, ouvrage déjà cité.

Rapport FMI 2005.

Jean- Pierre Cling « commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature », DIAL, 2006.

S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, « les perspectives d'intégration entre l'Union européenne, les PECO et les pays sud méditerranéens : incidences sur les tendances de la spécialisation des activités en Europe », février 2003

Il prend des valeurs comprises entre 0 pour une spécialisation nulle et 2 pour une spécialisation complète.

S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, « les perspectives d'intégration entre l'Union européenne, les PECO et les pays sud méditerranéens : incidences sur les tendances de la spécialisation des activités en Europe », février 2003

S.Dupush, E.M. Mouhoud et F.Talahite, ouvrage déjà cité

KassimBouhou « l'Algérie des réformes économiques : un gout d'inachevé », politique étrangère 2-2009.

Le quotidien algérien El Watan, le 24 aout 2008.

La banque mondiale 2008.

WORLD ECONOMIC FORUM, la compétitivité en Afrique 2009.

WORLD ECONOMIC FORUM, la compétitivité en Afrique 2009.

www.lexpertjournal.com